



2012
Michel Wurth

« RÉINVENTER LA DÉMOCRATIE »

Pour le président de la Chambre de commerce et de l'UEL, membre du comité de direction d'ArcelorMittal, le problème posé par la faible représentativité électorale de ceux qui font la force de travail du pays est de plus en plus préoccupant.

TEXTE JEAN-MICHEL GAUDRON PHOTO DAVID LAURENT/WIDE

Habitué à être dans les premières places de ce classement depuis 2008 (année où il avait d'ailleurs été le lauréat du Top100 des décideurs les plus influents au Luxembourg),

Michel Wurth reste particulièrement incontournable sur l'échiquier économique et social du Grand-Duché.

Seul membre luxembourgeois du comité de direction d'ArcelorMittal, où il a en charge la responsabilité des produits longs carbone au niveau mondial, il cumule également les casquettes de président de la Chambre de commerce et de l'Union des entreprises luxembourgeois, ce qui le positionne au premier rang des joutes tripartites nationales.

Il est également vice-président de la Croix-Rouge luxembourgeoise, pour laquelle il est en train d'initier un processus de transformation vers une approche beaucoup plus proactive, portée par un nouveau directeur général - Michel Simonis - qui prendra ses fonctions au 1^{er} janvier prochain.

C'est aussi sous son impulsion que la Chambre de commerce a évolué ces derniers temps, se positionnant de plus en plus comme un *think tank* dynamique, porteur de propositions équilibrées « qui tiennent compte de l'intérêt économique général », précise Michel Wurth. Avec, tout de même, un regret qui perdure: celui d'être, trop souvent, écouté tardivement. « Nous en sommes, aujourd'hui, à tirer les conséquences de ce que le rapport Fontagné disait en 2004! Il y a pourtant tant de choses à faire pour améliorer la situation. »

Dans ce contexte de crise aiguë de la compétitivité, l'heure est plus que jamais à essayer de trouver des solutions, pour enrayer la dégradation de la situation. C'est dans cette logique que la Chambre de commerce a rendu un avis critique (comme

toujours, cela dit) sur le projet de budget 2013, assorti de propositions d'économie, concernant plus de 900 millions d'euros, qui permettraient de régler un certain nombre de problèmes.

La marge de manœuvre n'est donc peut-être pas si étroite que certains voudraient le croire. Mais dans le même temps, l'efficacité politique ne semble pas toujours au rendez-vous, ce qui complique automatiquement les choses. « Quand on parle en privé aux différents acteurs, ils se rendent compte à quel point le pays est confronté à de graves problèmes. Mais ces gens-là parlent plus fort en privé qu'en public », regrette M. Wurth.

Pays cherche leader

Et s'il ne remet pas nécessairement en cause les compétences des instances dirigeantes de ce pays, il regrette que le chef du gouvernement n'ait pas toujours pris les choses en mains, comme il l'aurait dû. « La tâche d'un leader est de montrer la voie, dire où nous allons, et le cap qu'il faut prendre pour y arriver. On a parfois l'impression, dans les récents débats fondamentaux que nous avons connus, que la voix du capitaine a un peu manqué. Il n'était pas là dans les discussions budgétaires; il n'était pas là lorsqu'il aurait fallu prendre des mesures pour sécuriser le régime des pensions. Jean-Claude Juncker est certainement, en Europe, l'homme politique le plus populaire dans son pays. Mais il n'exerce pas son leadership comme il le devrait. »

Alors que se profilent, dans à peine 18 mois, les élections législatives, la priorité est, aux yeux de Michel Wurth, de définir une véritable vision et d'établir ensuite une feuille de route pour y parvenir, devant permettre d'aborder tous les problèmes connus, non seulement économiques, mais aussi liés à la formation, l'intégration, l'exclusion...

Car le paysage sociologique du pays s'est fortement modifié ces dernières années. La précarité est un mot qui commence à faire parler de lui, alors qu'il avait toujours semblé si peu d'actualité

dans une société relativement aisée, portée par les taux de croissance de l'économie.

Le paysage économique, aussi, a évolué. À côté de l'économie « traditionnelle » (industrie, banques), confrontée aux problèmes de maîtrise des coûts et de compétitivité, se développe une « nouvelle économie ». Celle alimentée par des entreprises ou des investisseurs étrangers, attirés sur le territoire national par de nombreux incitants, qu'ils soient fiscaux, infrastructurels ou législatifs. « Pour ce genre d'activités, où le coût du salaire et de la compétitivité n'est pas le critère déterminant, le Luxembourg fait bien son travail, note M. Wurth. Mais cette nouvelle partie de l'économie vit un peu à part, puisqu'elle ne participe pas, par exemple, aux scrutins électoraux. »

Le problème n'est pas nouveau. Mais il semble prendre de plus en plus d'importance au fil des ans, et commence à être régulièrement repris dans les discours et les argumentaires politiques. La main-d'œuvre étrangère, qui s'est fortement renforcée ces dernières années, a généré à la fois une immense force pour le pays, et se révèle être un casse-tête encore non résolu sur le plan de la représentativité. Plus de 80% des salariés ne votent pas, et, dans les 20% de votants, la moitié est employée dans la fonction publique. « Dans une entreprise, il y aurait un problème de gouvernance. Il est temps de se poser la question de réinventer la démocratie. »

En attendant, sous sa casquette de membre du comité de direction du premier employeur du pays, soumis aux frasques du ralentissement de la consommation mondiale en acier (27% de recul, entre 2007 et 2012), Michel Wurth doit aussi gérer les conséquences humaines et sociales de la forte baisse de production qui en a découlé. « Ces moments-là sont toujours difficiles, mais ils sont à l'image de la vie, où il y a des naissances, des mariages, des fêtes joyeuses, mais aussi des décès et la Toussaint, résume-t-il. Dans la sidérurgie, il faut tout de même noter que les fermetures de sites, pour des raisons de manque de compétitivité, se font dans le cadre de l'accord Lux2016, avec la mise en œuvre de mécanismes qui permettent d'éviter les drames humains. »

Sans doute les salariés de Rodange et de Schifflange observent-ils la situation avec un regard moins philosophique, empreint d'inquiétude et de colère. Michel Wurth le comprend, mais insiste sur la tradition de transparence dans le dialogue qui prévaut au Luxembourg, ce qui n'est pas forcément le cas ailleurs. « À l'étranger, il peut arriver que cela se passe dans un contexte plus politique et que les salariés d'un site se trouvent parfois enfermés dans une dialectique qui n'est pas la leur, mais celle des décideurs politiques ou syndicaux. Et là, ce n'est pas bon. » ❖